

Peut-on définir une fiscalité optimale d'après crise ?

Il nous paraît important de réfléchir à la structure optimale de la fiscalité dans les conditions économiques probables d'après crise, c'est-à-dire :

- *chômage durablement élevé et croissance nulle ;*
- *nécessité de réindustrialiser les pays ;*
- *déficits publics très élevés et croissance insuffisante pour les réduire ;*
- *diminution de l'intensité de la concurrence fiscale en Europe avec les difficultés des pays qui la pratiquaient ;*
- *nécessité de réduire les émissions de CO₂, la consommation d'énergie.*

Ceci conduit normalement aux orientations suivantes pour la fiscalité optimale :

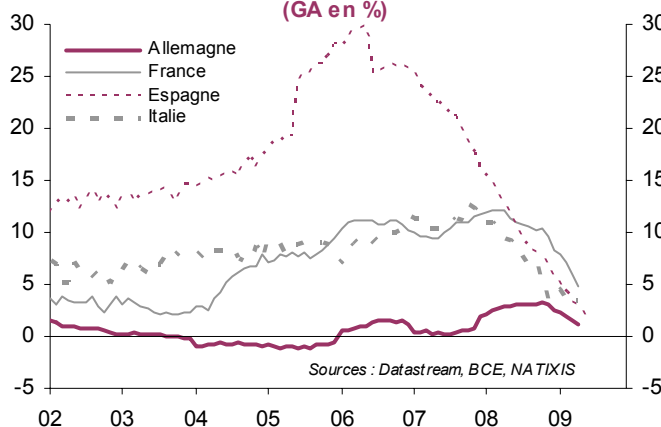
- *nécessité de compenser toutes les baisses d'impôts par des hausses équivalentes ;*
- *stimulation de la demande de travail, pour réduire le chômage : baisse des charges sociales des employeurs ;*
- *impossibilité de taxer davantage le capital productif, les équipements des entreprises, pour ne pas pénaliser l'industrie : réforme des impôts locaux (en France, taxe professionnelle) ;*
- *taxation des énergies d'origine fossile, ce qui est plus facile que de taxer les biens utilisateurs d'énergie et permet de lisser les prix de l'énergie qui sont trop variables, reversement du produit de la taxe aux entreprises (innovantes) sous forme forfaitaire ;*
- *accroissement de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt direct pour financer la baisse des charges, profitant de la moindre concurrence fiscale ;*
- *la hausse de la TVA risque d'avoir un effet trop négatif sur la demande.*

L'environnement économique d'une réforme fiscale après la crise

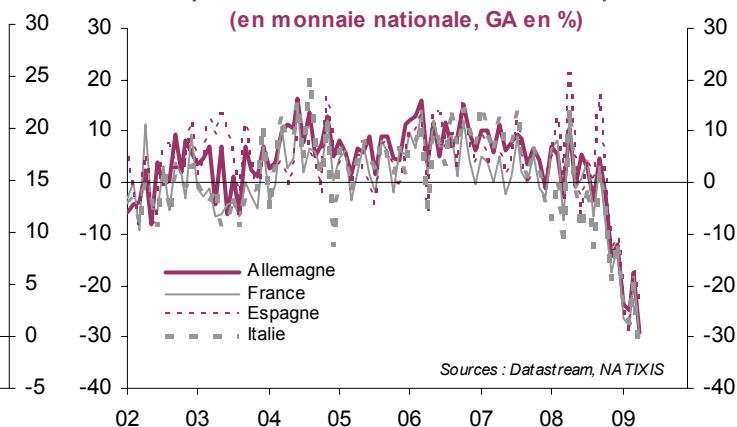
Nous essayons de réfléchir à **une réforme fiscale qui se rapproche de la fiscalité optimale dans les conditions économiques probables d'après crise. Nous regardons la situation des 4 plus grands pays de la Zone euro.** Regardons d'abord ce que seront probablement ces conditions économiques :

1. **croissance modeste**, en raison de la poursuite du désendettement des agents économiques privés (**graphique 1**), de la faiblesse des exportations vers les autres pays de l'OCDE (**graphique 2**), eux-mêmes touchés par la poursuite du désendettement. Ceci implique que **le chômage restera durablement élevé**, à partir du niveau atteint à la fin de 2010 (**graphique 3**) ;

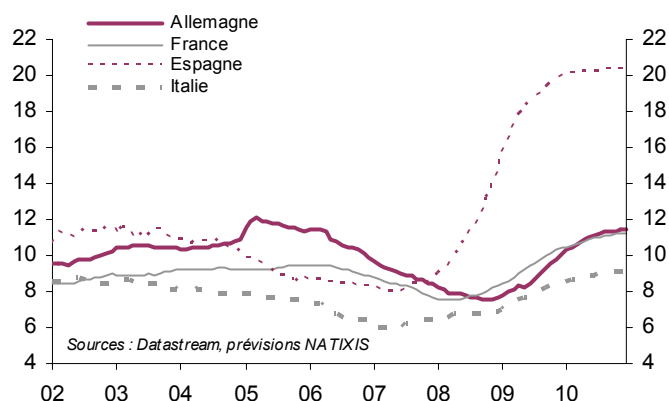
Graphique 1
Crédits aux ménages et aux entreprises
(GA en %)



Graphique 2
Exportations en valeur vers US+UE15+Japon
(en monnaie nationale, GA en %)

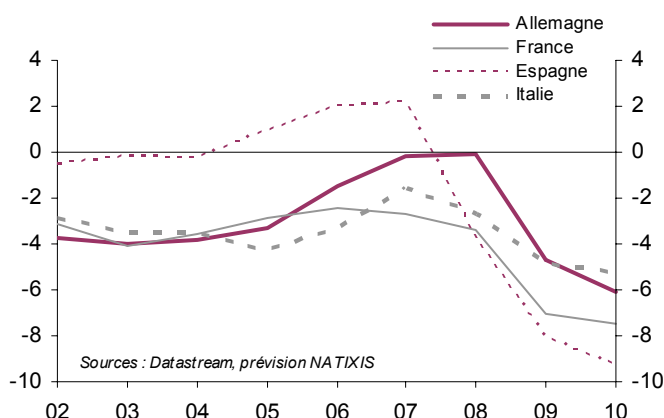


Graphique 3
Taux de chômage

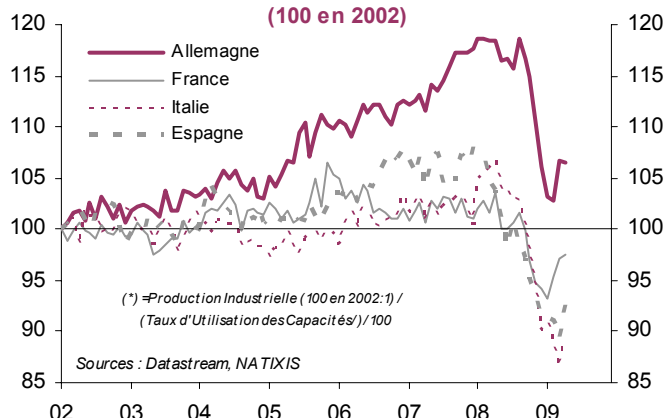


2. **déficits publics élevés**, la croissance étant aussi insuffisante pour les réduire à partir du niveau atteint en 2010 (**graphique 4**) ;
3. **nécessité de réindustrialiser les pays**, après la perte de capacité de production dans l'industrie (**graphique 5**) due à la crise, avec les délocalisations, la chute de la demande pour les biens liés au crédit ;

Graphique 4
Déficit public (en % du PIB)

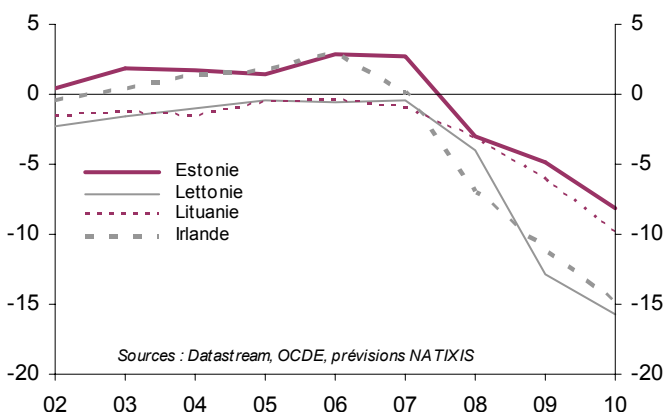


Graphique 5
Capacité de production manufacturière*
(100 en 2002)



4. **réduction de l'intensité de la concurrence fiscale en Europe**, les pays qui pratiquaient le plus la concurrence fiscale (Irlande, Islande, Belgique, Pays Baltes, Slovaquie, **tableau 1**) sont après la crise en situation difficile, avec un énorme creusement de leurs déficits publics (**graphiques 6a/6b**). Il leur sera donc très difficile de maintenir une politique fiscale agressive avec des taux d'imposition faibles.

Graphique 6a
Déficit public (en % du PIB)



Graphique 6b
Déficit public (en % du PIB)

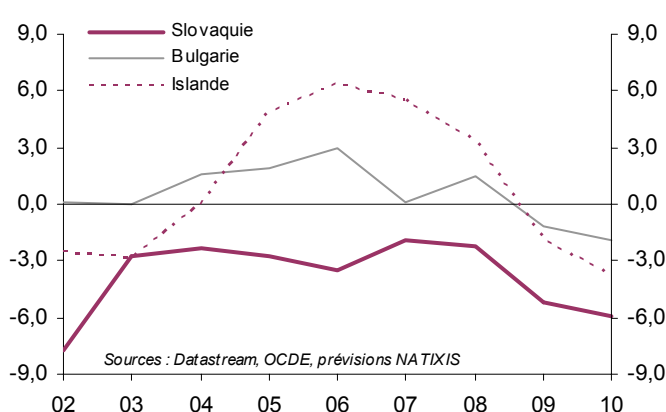


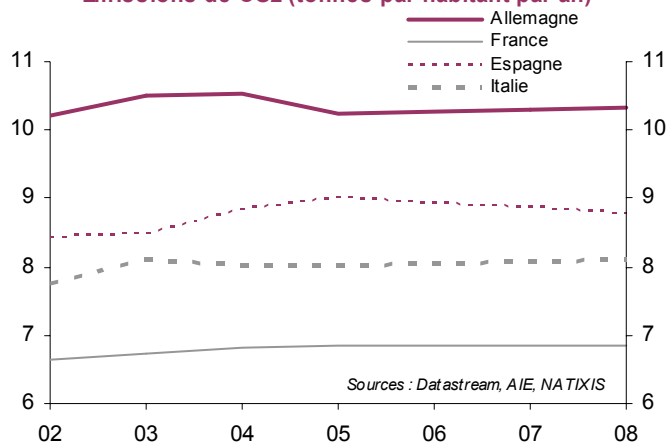
Tableau 1
Taux légal de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (2008)

Pays	en %
Autriche	25
Belgique	34
Finlande	26
France	34
Allemagne	30
Grèce	25
Irlande	13
Italie	28
Luxembourg	30
Pays Bas	26
Portugal	27
Espagne	30
Suède	28
Norvège	28
Danemark	25
Islande	15
Royaume-Uni	28
Bulgarie	15
Chypre	15
République Tchèque	21
Hongrie	20
Lettonie	15
Lituanie	15
Malte	35
Pologne	19
Roumanie	25
Slovaquie	19
Slovénie	25
Estonie	21
Ukraine	25

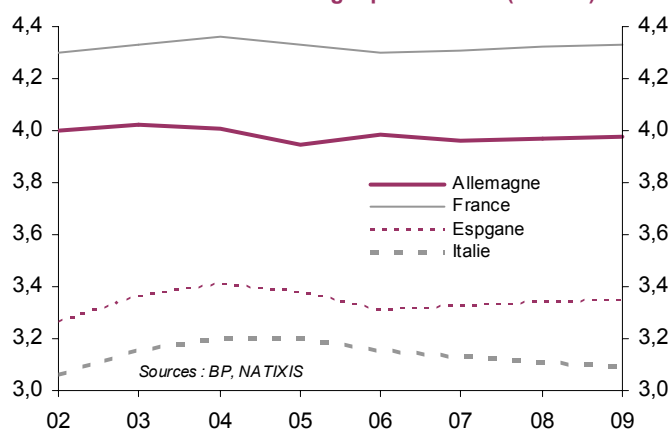
Sources : OCDE, Eurostat, Natixis

5. amplification des politiques de réduction des émissions de CO₂ et d'économies d'énergie (graphiques 7a/7b/7c).

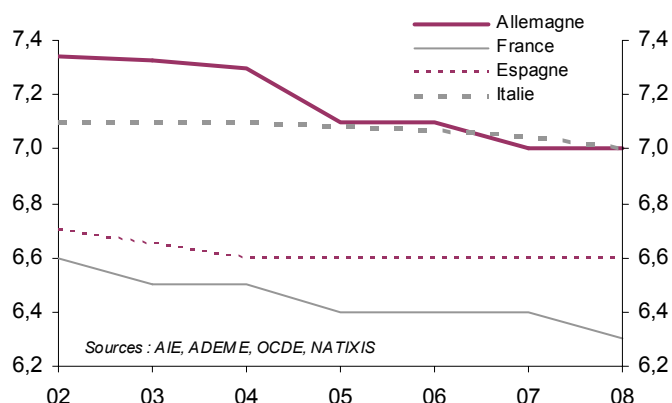
Graphique 7a
Emissions de CO₂ (tonnes par habitant par an)



Graphique 7b
Consommation d'énergie par habitant (en TEP)



Graphique 7c
Consommation moyenne de carburant par
voiture (l/100km)



La politique fiscale optimale devrait donc être définie après la crise dans un environnement en Europe :

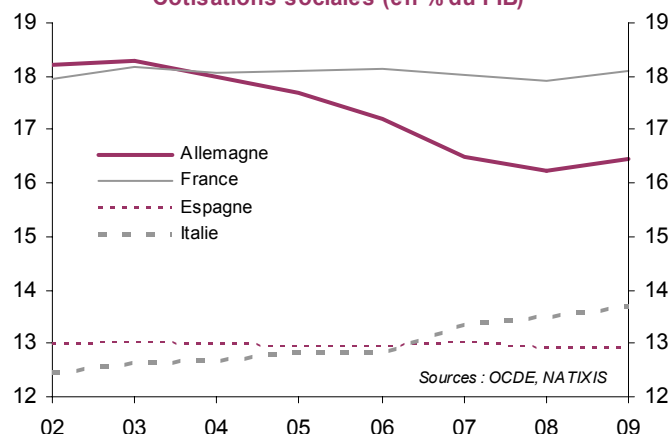
- de croissance modeste ;
- de chômage élevé ;
- de déficits publics importants ;
- de nécessité de réindustrialisation ;
- de moindre concurrence fiscale ;
- de poursuite de l'effort de réduction des émissions de CO₂ et de la consommation d'énergie.

Les caractéristiques de la fiscalité optimale dans cet environnement

Nous pensons que ce qui précède conduit à imaginer **les caractéristiques suivantes pour la fiscalité optimale :**

1. nécessité, évidemment, de **compenser les baisses d'impôts par les hausses d'autres impôts** pour ne pas creuser les déficits publics ;
2. **nécessité de stimuler la demande de travail** pour réduire le chômage, ce qui implique normalement **une baisse des charges sociales des employeurs (graphique 8)**, ce qui n'a été fait dans la période récente qu'en Allemagne.

Graphique 8
Cotisations sociales (en % du PIB)



3. **nécessité d'aider le secteur industriel à grandir.** Ceci peut se faire par **une réduction de la taxation des équipements productifs**, l'industrie étant plus capitalistique que le reste de l'économie. La réforme de la taxe professionnelle envisagée en France va dans ce sens (**encadré 1**).

Encadré 1 Taxe Professionnelle en France

La taxe professionnelle a comme assiette :

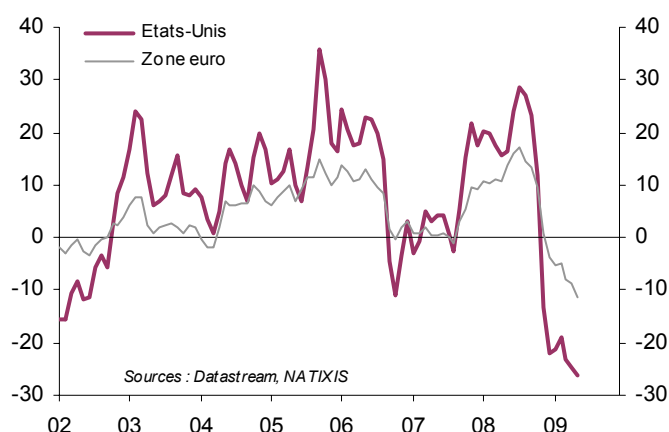
- la valeur locative des immobilisations (immeubles et biens d'équipement) ;
- dans certains cas, une fraction du chiffre d'affaire.

La taxe professionnelle ne peut pas être inférieure à 1,5% de la valeur ajoutée et ne peut pas être supérieure à 3,5% de la valeur ajoutée. De nombreuses exonérations existent (matériel de recherche, biens neufs faisant l'objet d'un amortissement dégressif, entreprises dans des zones de chômage élevé, très petites entreprises).

En 2008, les recettes de taxe professionnelle se sont élevées à 21,3 Mds € (un peu plus de 1% du PIB).

4. **taxation des énergies fossiles** : il nous paraît préférable de **taxer la source d'énergie (carburants, électricité...)** elle-même, plutôt que les biens consommateurs d'énergie, ce qui est extrêmement compliqué. Le produit de cette taxe CO₂ peut être réservé, de manière forfaitaire, aux industries innovantes. Ceci est déjà fait dans différents pays (**encadré 2**) ; la taxation plus élevée des sources d'énergie a aussi l'avantage de **lisser le prix de l'énergie** par rapport au prix, très fluctuant, du pétrole. Le **graphique 9** montre la moindre variabilité du prix de l'énergie en Europe par rapport aux Etats-Unis en raison de l'imposition plus importante en Europe.

Graphique 9
CPI énergie (GA en %)



Encadré 2 Taxe carbone dans différents pays

Il existe des taxes carbonées :

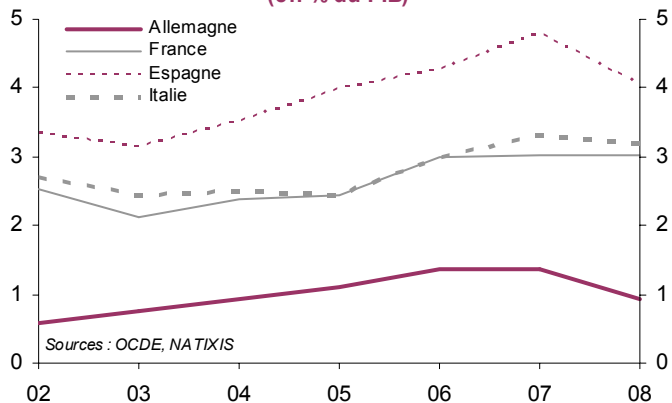
- en **Suède** (créée en 1991) ; elle représente aujourd'hui 2,9 % du PIB ;
- au **Danemark**, taxe globale en fonction de la quantité de combustibles et d'électricité consommées ;
- en **Allemagne**, mais la taxe ne porte pas sur le charbon ;
- au **Royaume-Uni** (depuis 2001) sur la consommation d'énergie de l'industrie, du commerce, du secteur public ;
- en **Finlande, en Norvège, aux Pays-Bas**

5. accroissement de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt direct des ménages, surtout dans les pays où ils sont faibles (**graphiques 10/11**) : Allemagne pour l'impôt sur les sociétés, Espagne et France pour les impôts directs des ménages.

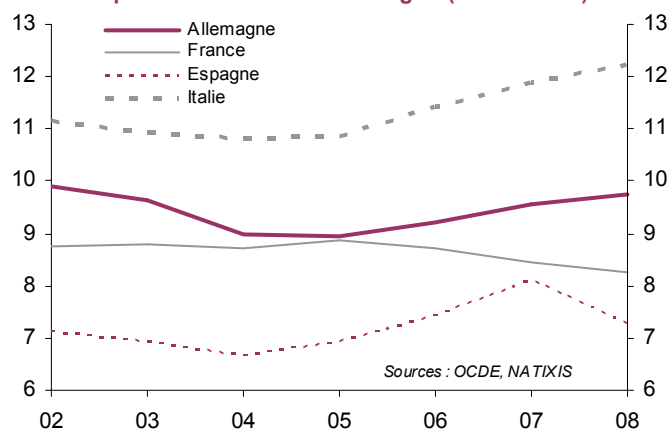
En effet :

- la taxation du CO₂ peut représenter au plus ½ % du PIB, ce qui est insuffisant pour financer une baisse substantielle des charges sociales des entreprises ;
- la hausse de la TVA a un effet négatif trop violent sur la consommation, comme on l'a vu en 2007 en Allemagne (**graphique 12**).

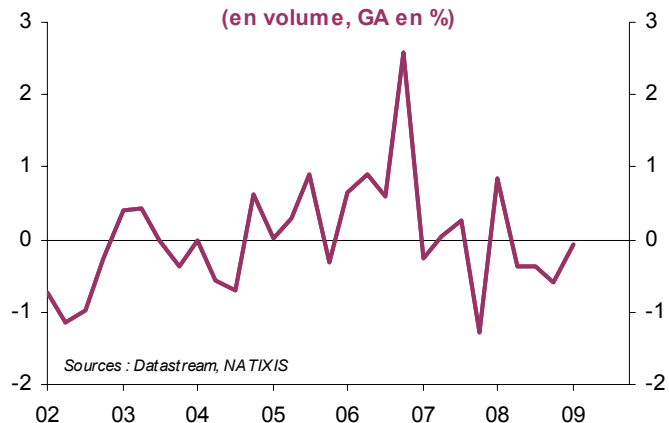
Graphique 10
Impôt sur les profits des entreprises
(en % du PIB)



Graphique 11
Impôts directs sur les ménages (en % du PIB)



Graphique 12
Allemagne : consommation des ménages
(en volume, GA en %)



Synthèse : des substitutions fiscales qui nous paraissent favorables après la crise

Nous suggérons donc les évolutions suivantes de la fiscalité après la crise :

- **baisse des charges sociales**, pour créer des emplois ;
- **baisse de la taxation du capital productif**, pour aider l'industrie ;
- **taxation du CO₂ sous la forme d'une taxation de l'énergie consommée, avec reversement (forfaitaire) à l'industrie ;**
- **hausse de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt direct des ménages ;**
- **absence de hausse de la TVA.**

En termes de transferts, ceci générerait :

- **un transfert des salariés ayant un emploi vers les chômeurs ;**
- **un transfert des entreprises les plus profitables vers l'industrie ;**
- **un transfert des services vers l'industrie.**

En termes de substitution des facteurs, une substitution de travail et de capital à l'énergie fossile.